

visme. Tous ceux qui ne pensent pas comme lui, on dirait qu'il les regarde comme autant de bolchévistes. Qu'est-ce que le bolchévisme, sinon l'usurpation du pouvoir par un groupe, au moyen d'actes de violence défiant les lois et usages consacrés par la procédure constitutionnelle pour le salut des institutions représentatives. Du moment que le fait de spolier le peuple de ses droits produit les mêmes résultats, peu importent les moyens que l'on a employés. La seule différence essentielle qu'il y a entre l'usurpation des pouvoirs du gouvernement populaire en Russie et celle que le Gouvernement actuel pratique au Canada, c'est qu'en Russie les usurpateurs ont atteint leur but par la violence physique, tandis qu'au Canada ils ont eu recours à la violence législative.

Il suffit que l'on puisse établir une telle comparaison, fallût-il pour cela forcer un peu la note, pour constater jusqu'à quel point on s'est écarté de l'esprit de notre constitution et du gouvernement responsable, qui est comme la pierre angulaire de l'édifice de notre liberté politique.

Notre palais législatif ne fut pas seul à être en grande partie détruit pendant la guerre; nos institutions parlementaires ont été profondément bouleversées comme bien d'autres choses.

Les usages, les coutumes, les pratiques qui avaient pour but de sauvegarder le caractère libre, représentatif et autonome de notre Parlement et le caractère responsable de son ministère ont été, l'un après l'autre, mis temporairement de côté, avec ce résultat qu'aujourd'hui nous voyons défier ouvertement le plus fondamental de tous les principes du gouvernement libre, je veux dire le droit du peuple de constituer son propre Parlement.

A quoi bon conserver la forme et la lettre de la loi et de la Constitution si l'esprit manque, car la lettre tue mais l'esprit vivifie.

Nous avons reconstruit notre palais législatif; nous en avons fait un glorieux édifice dont nous avons droit d'être fiers comme nation. Mais, si nous ne restaurons pas l'esprit de nos ancêtres qui ont fait la Constitution ce qu'elle est; si nous ne faisons de ce monument une citadelle des libertés des citoyens, nous aurons tout simplement érigé au-dessus des sacrifices de la guerre un sépulcre blanchi, quelque chose d'apparemment beau à l'extérieur, mais à l'intérieur un charnier de désillusions plein d'intrigues et de déceptions, de promesses violées, d'aspirations renversées, de visions perdues, de croyances évanouies,

[L'hon. Mackenzie King.]

contenant dans ses murs le germe de la ruine d'une nation.

Qu'est-ce, monsieur l'Orateur, qui engendre des désastres dans les vies humaines, qui détruit les plus nobles amitiés, qui anéantit ce qu'il y a de plus sacré dans les relations de l'humanité? C'est la perte de la confiance que créent les désillusions, les promesses violées, les aspirations renversées, les visions perdues, les croyances évanouies. C'est chose cruelle, sans contredit, lorsque cette perte de confiance surgit entre homme et homme, entre ami et ami, entre race et race, entre nation et nation, mais si elle se produit entre un peuple et son gouvernement, il est impossible de concevoir tout le tort qui peut en résouler.

Il importe aujourd'hui de faire renaître la confiance du peuple dans nos institutions parlementaires, en lui accordant le droit de contrôle sur le Parlement du pays. Nous savons que la loi a ses droits et la Constitution ses pouvoirs; nous sommes prêts à les concéder dans toute la mesure du possible. Mais, n'existe-t-il rien dans notre économie nationale qui ressemble à la moralité publique? N'est-il rien qui, en conscience et honneur, lie ceux qui gouvernent un peuple et ceux qui ont mis entre leurs mains les rênes du pouvoir? Nous n'avons pas besoin de renseigner les électeurs sur les motifs pour lesquels ils ont appuyé ce gouvernement d'union en 1917; ils le savent. On a fait appel à leur patriotisme; cet appel, on l'a gravé dans leurs cœurs en leur demandant de se sacrifier. La confiance dans les motifs patriotiques des membres du Gouvernement a été l'essence de leur appui. Cette confiance n'est plus. Le peuple avait cru qu'il réalisait des patriotes. Mais aujourd'hui, il ne voit au pinacle que des quémandeurs de portefeuilles et des coriphés du pouvoir, ceux qui aiment le pain et le poisson, qui déploient leurs phylactères, qui agrandissent la bordure de leurs vêtements, qui recherchent les chambres supérieures aux fêtes et les premiers sièges dans les synagogues, qui sollicitent les salutations dans les foires, qui nettoient l'extérieur de la coupe, mais qui, au fond, sont remplis d'extorsions et d'excès.

La confiance dans le Gouvernement, monsieur l'Orateur, ne sera jamais restaurée tant que le peuple n'aura pas repris le contrôle du Parlement et de l'exécutif. Pour cette raison, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par mon honorable ami le député de Queen-et-Shelburne (l'honorable M.